

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL



SERVICE DES RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

ACCORD SECTORIEL DANS LA SIDERURGIE -
EMPLOYES - 1999-2000

PREAMBULE

Vu l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses ;

Se référant à l'exposé de la situation économique de l'industrie sidérurgique donné en réunion restreinte de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (n° 210) du 31 mars 1999;

Eu égard aux revendications syndicales ;

Eu égard à la volonté exprimée par les interlocuteurs responsables pour le secteur que les matières rentrant dans leur compétence soient réglées dans les limites du présent protocole ;

Eu égard à la nécessité de préserver la compétitivité des entreprises impliquant un effort constant de tous les acteurs en matière de maîtrise des coûts conformément à l'accord interprofessionnel ;

les parties concluent le présent accord dans l'esprit de l'accord interprofessionnel.

BERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

22-06-1999

N°
N°

51.081 / CEF/210

05-05-1999

1. EMPLOI/FORMATION

1.1. Formation professionnelle

a Formation permanente :

- **Poursuite des efforts internes pour améliorer la qualification des travailleurs en service** en liaison avec l'évolution technologique; dans la mesure du possible les initiatives de formation **interne** développées par les entreprises seront amplifiées et si nécessaire mises au point. Elles seront commentées à la délégation syndicale dans le cadre des négociations collectives locales. Le poids de ces efforts sera dûment évalué à cette occasion au niveau de chaque entreprise (bilan social et autres instruments).
- Il est recommandé aux entreprises de **n'exclure** aucune catégorie de travailleurs lors de l'élaboration des programmes de formation professionnelle, lesquels seront également commentés aux représentants des travailleurs.
- La Commission paritaire recevra une fois par an toutes les informations relatives aux efforts consentis par les entreprises. A cet effet un groupe paritaire sectoriel mettra au point le plus rapidement possible une méthodologie permettant une évaluation au niveau sectoriel.

- a Groupes à risque : prolongation des efforts antérieurs (0.10 %) par la reconduction pour les années **1999-2000** des termes de la convention collective du secteur sidérurgique datée du 14 mai **1997**, y compris l'évaluation, selon des modalités à fixer au niveau des entreprises en accord avec la délégation syndicale. Un exemplaire des accords conclus ainsi que du rapport et de l'aperçu financier seront adressés au Président de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie ainsi qu'aux responsables nationaux des organisations signataires en vue de procéder ensemble à l'évaluation de l'application de l'accord sectoriel.

1.2. Carrière et redistribution du travail

- a Interruption de carrière : 3 % des effectifs **employés** de l'entreprise - Nécessité de tenir compte des contraintes d'organisation du travail, liées aux prescrits de la loi.
- a Prépension - régime particulier **travail** de nuit : prolongation du régime de cadre sectoriel de prépension en faveur des travailleurs licenciés et âgés d'au moins 56 ans, ayant un passé professionnel de 33 ans et des prestations de 20 ans au moins dans un régime de travail visé par la **CCT n° 46** du Conseil National du Travail.

L'indemnité complémentaire de prépension à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Maintien de la possibilité légale d'obtenir une dispense à l'obligation de remplacement.

- a Prépension 58/25 : régime sectoriel de prépension en faveur des travailleurs licenciés et âgés de 58 ans, ayant un passé professionnel de 25 ans, pour les années **1999-2000**.

L'indemnité complémentaire de prépension à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Maintien de la possibilité légale d'obtenir une dispense à l'obligation de **remplacement**.

- Autres régimes de prépension : du ressort des entreprises.

- a Prépension à mi-temps : accord cadre **sectoriel** fixant à 55 ans l'âge de la prépension à mi-temps dont la concrétisation éventuelle doit être négociée au niveau des entreprises en tenant compte des contraintes d'organisation du travail.

2. SOCLE SOCIAL SECTORIEL

Fonds social

A partir du deuxième semestre de l'année 1999, l'**allocation** semestrielle telle que déterminée par la **CCT** du 28 octobre 1969 instaurant le Fonds social sera augmentée de **850.000 FB**. Le nouveau montant est placé en regard de l'indice pivot de référence 102.99 (indice des prix à la consommation - base **1996 = 100**).

Ce montant global variera, **d'une** part suivant les modalités de la **CCT** du 14 janvier **1974** liant les appointements à l'indice des prix à la consommation en fonction du niveau atteint par cet indice au moment de l'attribution, et d'autre part à l'échéance d'avril de chaque année, pour la première fois en avril 2000, en fonction de l'évolution des effectifs (entre la **fin** de l'année précédant le versement et la fin **1983**).

3. MOBILITE

Il est recommandé que tous les aspects liés à la problématique des déplacements professionnels des travailleurs soient examinés au niveau des entreprises.

4. EVALUATION

- a En exécution de l'accord interprofessionnel, une évaluation aura lieu en Commission Paritaire Nationale dans le courant du mois de septembre 1999 et 2000 quant à la suite réservée au présent accord au niveau du secteur et des entreprises.
- a Dorénavant tout accord collectif d'entreprise sera communiqué au Président de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (n° 210) ainsi qu'aux responsables nationaux des organisations signataires du présent accord.

5. PAIX SOCIALE

Les parties signataires déclarent que le présent accord règle tous les problèmes sociaux pendant sa durée d'application, indépendamment des matières spécifiques traitées au niveau des entreprises (notamment le pouvoir d'achat sous tous ses **aspects**).

Les organisations des travailleurs et des employeurs, signataires du présent accord, confirment leur volonté commune d'appliquer et de faire appliquer **systematiquement**, à tous les niveaux, toutes les dispositions et procédures conventionnelles privilégiant dans les relations sociales la concertation et la conciliation par priorité comme modes de solution des différends et comme moyens d'assurer la paix sociale.

6. CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord est **d'application** dans les entreprises relevant de la Commission Paritaire pour les Employés de la Sidérurgie (CP n° 210) et pour les travailleurs barémisés sous contrat de travail d'employé.

77. DUREE DE VALIDITE

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans s'étendant du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2000.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID



DIENST VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN

SECTORAAL AKKOORD IN HET STAAL - BEDIENDEN - 1999-2000

INLEIDING

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Verwijzend naar de **uiteenzetting over de economische situatie in de staalnijverheid** gegeven tijdens de vergadering van het beperkt Paritair Comité voor de Bedienden van de IJzernijverheid (nr 210) van 31 maart 1999;

Gelet op de vakbondseisen;

Rekening houdend met de wil van de sociale partners van de sector om de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, te regelen binnen de grenzen van onderhavig protocol;

Gelet op de noodzaak tot vrijwaring van de **competitiviteit** van de ondernemingen, hetgeen een ononderbroken inspanning van alle actoren vereist inzake beheersing van de kosten, overeenkomstig het interprofessioneel akkoord;

maken de partijen onderhavig akkoord in de geest van het interprofessioneel akkoord.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

22-06-1999

03-01-2000

51.081 / COF / 210

1. WERKGELEGENHEID / OPLEIDING

1.1. Beroepsopleiding

□ Permanente vorming :

- **Voortzetting** van de interne inspanningen **tot** verbetering van de **kwalificatie** van de in dienst zijnde werknemers in samenhang met de technologische evolutie; in de mate van **het mogelijke zullen** de door de bedrijven **ontwikkelde** initiatieven **tot** interne vorming opgevoerd worden en indien nodig op punt gesteld worden. Deze zullen toegelicht worden aan de syndicale **afvaardiging** in het **raam** van de lokale collectieve onderhandelingen. Op dat ogenblik **zal** het belang van deze inspanningen terdege **mee** afgewogen worden op het **vlak** van ieder bedrijf (sociale balans en andere **instrumenten**).
- Aan de ondernemingen wordt aanbevolen geen enkelé catégorie werknemers uit te sluiten bij de **uitwerking** van de **programma's tot** beroepsopleiding, die eveneens aan de **werknemersvertegenwoordigers** zullen toegelicht worden.
- Het Paritair Comité van de sector zal **éénmaal** per jaar **alle inlichtingen** krijgen over de inspanningen **terzake** van de ondernemingen. **Daartoe** zal een sectorale paritaire werkgroep zo spoedig mogelijk een **méthodologie** op punt stellen met het oog op een evaluatie op **sectorvlak**.

- Q Risicogroepen : verlenging van de vroegere inspanningen (**0,10 %**) door de hernieuwing voor de jaren 1999-2000 van de bepalingen van de sectorale CAO voor het **staal** van 14 mei 1997, met inbegrip van de **evaluatie**, volgens de modaliteiten op het niveau van de bedrijven vast te leggen in akkoord met de syndicale delegatie. Een exemplaar van de afgesloten overeenkomst evenals van het verslag en het **financieel overzicht** zullen verstuurd worden aan de **Voorzitter** van het Paritair Comité voor de Bedienden van de **IJzernijverheid** en aan de nationale **verantwoordelijken** van de **ondertekenende** organisaties teneinde samen **tot** een evaluatie te komen van de toepassing van het sectoraal akkoord.

1.2. Loopbaan en arbeidsherverdeling

- Q Loopbaanonderbreking : 3 % van de bedienden-tewerkstelling in de onderneming - Noodzaak rekening te **houden** met de vereisten van de arbeidsorganisatie **zoals wettelijk voorzien**.

- D Brugpensioen - bijzonder stelsel nachtarbeid : verlenging van het sectoraal stelsel van brugpensioen ten gunste van ontslagen werknemers die tenminste 56 jaar oud zijn, met een beroepsverleden van 33 jaar en 20 jaar in een ploegenstelsel met nachtarbeid (CAO n°46 Nationale Arbeidsraad).

De brugpensioenbijslag ten **laste** van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de CAO nr 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Behoud van de **wettelijke** mogelijkheid **tot** het **bekomen** van een vrijstelling aan de **vervangingsplicht**.

- Brugpensioen 58/25 : sectoraal régime brugpensioen ten gunste van ontslagen werknemers van minstens 58 jaar, met een beroepsverleden van 25 jaar, voor de jaren **1999-2000**.

De brugpensioenbijslag ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de CAO nr 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Behoud van de wettelijke mogelijkheid **tot** het **bekomen** van een vrijstelling aan de **vervangingsplicht**.

- Andere stelsels brugpensioen : behoren **tot** de bevoegdheid van de ondernemingen.

- **Halftijds** brugpensioen : sectoraal kaderakkoord dat de **leeftijd** op 55 jaar brengt voor **halftijds** brugpensioen, **waarvan** de eventuele concretisering op het bedrijfsvlak moet besproken worden, rekening gehouden met de vereisten van de arbeidsorganisatie.

Handwritten signature and initials, possibly 'A. J. B.', written in black ink on the left margin of the page.

2. SECTORAAL SOCIAAL LUIK

Sociaal Fonds

Vanaf het tweede semester 1999 zal de zesmaandelijksse toelage zoals bepaald in de CAO van 28 oktober 1969 die een Sociaal Fonds instelt, verhoogd worden met **850.000 BEF**. Het nieuwe bedrag staat tegenover de referentie-spilindex van **102.99** (index consumptieprijzen - basis 1996 = 100).

Dit globaal bedrag zal **schommelen, enerzijds** volgens de modaliteiten van de CAO van 14 januari 1974 tot koppeling van de wedden aan de index van de consumptieprijzen, op basis van het bereikte **peil** van deze index op het ogenblik van de toekenning, en **anderzijds** bij de betaling in april van ieder jaar, en voor de eerste **maal** in april 2000, op basis van de **evolutie** van de tewerkstelling (**tussen** het einde van het jaar voorafgaand aan de betaling en het einde van **1983**).

3. MOBILITEIT

Er wordt aanbevolen **alle** aspecten verbonden aan de problematiek van de beroepsverplaatsingen van de werknemers op ondernemingsvlak te **onderzoeken**.

4. EVALUATIE

a In **uitvoering** van het interprofessioneel akkoord zal er in het Nationaal Paritair Comité een evaluatie plaatsvinden in de **loop** van de maand september 1999 en 2000 **betreffende** het gevolg dat gegeven wordt aan het huidig akkoord op het **vlak** van de sector en in de ondernemingen.

a **Voortaan** zal iedere bedrijfs-CAO meegedeeld worden aan de **Voorzitter** van het Paritair Comité voor de Bedienden van de **IJzernijverheid** (nr 210), alsmede aan de nationale **verantwoordelijken** van de **ondertekenende** organisaties van onderhavig akkoord.

5. ARBEIDSVREDE

De ondertekenende **partijen** verklaren dat **onderhavige** overeenkomst **alle** hangende sociale problemen op nationaal niveau regelt voor de toepassingsduur van deze overeenkomst, ongeacht de **specifieke** aangelegenheden die op ondernemingsvlak behandeld worden (**o.m.** de **koopkracht** onder al haar aspecten).

De werknemers- en werkgeversorganisaties, **ondertekenaars** van onderhavige overeenkomst, bevestigen hun **gemeenschappelijke wil om alle conventionele** bepalingen en procédures systematisch op **alle** niveaus toe te passen en te **laten toepassen**, met **als doel** binnen de sociale relaties voorrang te verlenen aan overleg en **verzoening als** middelen om geschillen op te lossen en de arbeidsvrede te waarborgen.

6. TOEPASSINGSGBIED

Onderhavig akkoord is van toepassing op de bedrijven die **ressorteren** onder het Paritair Comité voor de Bedienden van de Uzernijverheid (PC nr 210) en op gebaremiseerde werknemers met een bediendencontract.

77. GELDIGHEIDSDUUR

Huidig akkoord wordt afgesloten voor een duur van 2 jaar, die zich uitstrekt van 1 januari 1999 tot 31 december 2000.